



Lâ??AutoritÃ© Palestinienne pourrait Ãatre victime du plan Trump et du nouveau consensus occidental

## Description

*Le soutien occidental Ã une solution Ã deux Ãtats nâ??a jamais eu pour objectif de crÃ©er un Ãtat palestinien, mais plutÃ´t de justifier lâ??existence de lâ??AutoritÃ© Palestinienne. Aujourdâ??hui, le consensus occidental ÃvoluÃ©, tout comme les opinions sur la nÃ©cessitÃ© de lâ??AP.*

Par Qassam Muaddi, le 17 octobre 2025



Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas lors d'une cérémonie d'assermentation des ministres nouvellement nommés de l'Autorité palestinienne, le 31 mars 2024, à Ramallah. (Photo : Thaer Ganaim/APA Images)

Une paix totale et « éternelle ». Pas seulement pour la Palestine, mais pour tout le Moyen-Orient.

C'est ce qu'a promis le président américain Donald Trump lors de la signature de l'accord de cessez-le-feu à Gaza en Égypte la semaine dernière. Ce plan diffère des précédentes incarnations du « processus de paix » en ce qu'il abandonne le cadre de la solution « deux États » comme moyen accepté de résoudre la question palestinienne.

Historiquement, le scénario américain pour l'intégration d'Israël dans la région était la création de l'Autorité palestinienne (AP) en 1994 après les accords d'Oslo, à laquelle ont été confiées des responsabilités limitées sur la Cisjordanie et Gaza, avec l'hypothèse implicite qu'elle serait le précurseur d'un État palestinien.

Le plan de Trump tente de contourner tout cela, en plaçant Gaza sous l'administration d'un conseil de « paix » dirigé par les États-Unis et présidé par Trump lui-même. L'AP n'a pas de rôle clair dans la gestion de la bande de Gaza, du moins pas selon les 20 points de Trump, qui

mentionnent que l'AP devrait subir une série de « réformes » qui pourraient, dans un avenir indéterminé, établir « une voie » vers l'autodétermination palestinienne. Pendant la phase de reconstruction, la Cisjordanie et Gaza seraient politiquement divisées.

Israël a fait de son rejet d'un État palestinien une politique officielle. Mais il agit également d'un consensus national à travers tout le spectre politique israélien, comme l'a récemment exprimé Benny Gantz, membre de l'opposition, dans le New York Times.

Cela remonte bien avant le 7 octobre. En 2018, la Knesset israélienne a adopté la loi sur l'État-nation, qui stipule explicitement que le droit à l'autodétermination entre le Jourdain et la Méditerranée appartient exclusivement au peuple juif. Depuis le 7 octobre, cette position n'a fait que se renforcer : en juillet 2024, la Knesset a adopté une loi rejetant un État palestinien, et en juillet 2025, elle a [adopté une loi](#) autorisant le gouvernement à annexer la Cisjordanie.

Dans le même temps, Israël a intensifié sa campagne d'« stranglement économique et financier de l'AP » en retenant les recettes douanières palestiniennes qu'il perçoit au nom de l'AP grâce à son contrôle des frontières, et qui représentent au moins 60 % de son budget national. Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, partisan de la ligne dure, a également [menacé à plusieurs reprises d'annuler une dérogation](#) accordée par Israël aux banques israéliennes qui leur permet de traiter avec les banques palestiniennes, ce qui entraînerait probablement l'effondrement de l'économie palestinienne.

Toutes ces actions ont clairement montré qu'Israël souhaite faire s'effondrer l'AP, même si celle-ci lui a bien servi par le passé. Maintenant que le plan Trump cautionne pour ainsi dire les actions israéliennes, l'avenir de l'AP est plus incertain que jamais.

## La montée en puissance des maximalistes israéliens

L'incertitude qui entoure l'avenir de l'AP n'a pas commencé avec les évènements du 7 octobre ou la guerre qui a suivi à Gaza et dans la région. En septembre 2023, près d'un mois avant le 7 octobre, le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a déclaré aux médias israéliens que les Palestiniens ne devraient bénéficier d'aucune forme d'autonomie, qu'ils ne devraient pas avoir le droit de vote ni de « gérer leur propre vie », et que l'Autorité palestinienne devrait être dissoute. À l'époque, l'Autorité palestinienne était déjà confrontée à ce qui était décrit comme la pire crise financière de son histoire, qui durait depuis un an. Mais au lendemain de la destruction de Gaza, et au milieu des efforts contradictoires visant à traduire le plan de Trump en mesures concrètes, le sort de l'AP dépend de ce moment critique.

Depuis le début de la guerre menée par Israël contre Gaza il y a deux ans, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a insisté à plusieurs reprises sur le fait que l'AP n'aura aucun rôle à jouer dans la gouvernance future de la bande de Gaza. Cependant, les appels lancés par Ben-Gvir et l'extrême droite israélienne en faveur de la suppression pure et simple de l'AP ne sont pas si faciles à mettre en œuvre.

L'AP gère les affaires civiles en Cisjordanie, responsabilités qui incomberaient autrement à Israël. Elle maintient également l'image d'un processus de paix sur lequel la plupart des pays

---

occidentaux et l'ONU fondent leurs positions officielles, ancrées dans la rhétorique d'une « solution à deux États ».

Mais le soutien de principe des Occidentaux à une solution à deux États n'a jamais eu pour but de la mettre réellement en œuvre. En fait, ce soutien a plutôt servi à maintenir la justification politique du maintien de l'AP. Les exigences de l'extrême droite israélienne maximaliste ont mis cela en péril.

Si le plan de « paix » de Trump, si l'on peut l'appeler ainsi, doit avoir une chance d'aboutir, il aura besoin du soutien de l'Europe, notamment pour financer les soi-disant « réformes ». Cela le met en contradiction avec la position maximaliste d'Israël.

Lundi dernier, alors que les dirigeants de 20 pays se réunissaient à Charm el-Cheikh, en Égypte, pour signer l'accord de cessez-le-feu à Gaza, le président du Conseil européen, Antonio Costa, a déclaré aux médias que l'UE augmenterait son aide à l'AP de 1,6 milliard d'euros. Il a ajouté que l'intervention européenne se concentrerait sur l'aide humanitaire, la formation de la police, la gouvernance, le contrôle des frontières et les réformes de l'AP, afin de garantir qu'à l'avenir, la Palestine sera un État démocratique, exempt de terrorisme.

## Le nouveau consensus mondial

L'AP a déjà adopté un programme politique qui reconnaît Israël, rejette la résistance armée et s'engage à coopérer en matière de sécurité. Mais l'AP fait également partie d'un spectre politique palestinien plus large. Même s'il n'y a pas d'élections, l'AP est toujours tenue d'agir en relation avec les autres forces politiques palestiniennes. Cela fixe un cadre minimum que l'AP est tenue de respecter, à savoir l'insistance rhétorique sur un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale, et peut-être, accessoirement, quelques déclarations de pure forme sur le droit au retour. Les décennies de lutte palestinienne depuis la Nakba ont rendu impossible pour l'AP d'esquiver rhétoriquement cette éthique politique, même si elle a pratiquement tout fait sur le terrain pour la rendre matériellement insignifiante.

En d'autres termes, l'AP ne peut pas renoncer à prétendre être palestinienne et représenter une certaine notion de patrie palestinienne. C'est ce à quoi les Palestiniens craignent que les « réformes » aboutissent : transformer l'AP en un organisme autonome et apolitique, dépourvu de tout vestige de la culture et de la mémoire nationales palestiniennes.

En août dernier, l'Autorité palestinienne a signé un accord sous les auspices de l'Égypte avec les autres forces politiques palestiniennes au Caire, y compris le Hamas. L'accord prévoyait la création d'une commission indépendante, apolitique, technocratique et entièrement palestinienne pour diriger Gaza. Le Hamas a accepté de céder le contrôle de la bande de Gaza à cette commission.

La commission aurait rendu compte à l'Autorité palestinienne et aurait été formée par décret présidentiel. Cela aurait garanti l'unité politique de Gaza et de la Cisjordanie pendant la phase de reconstruction transitoire. L'espoir était que cela puisse jeter les bases d'un futur État palestinien. Le plan de Trump vise à empêcher cela.

Parallèlement, l'AP devrait recevoir une aide financière des pays arabes et européens pour continuer à fonctionner, le tout sous la bannière d'une solution à deux États. Cela se produit alors même qu'Israël étend ses colonies en Cisjordanie, sape la continuité démographique et géographique palestinienne et intensifie ses raids sur les villes palestiniennes, y compris celles administrées par l'AP.

Bien que l'AP ait participé au sommet de Charm el-Cheikh, présenté comme un tournant pour la paix dans la région, elle n'a joué aucun rôle dans les négociations ou la signature du cessez-le-feu. Le compromis qui se dessine entre la vision extrême droite israélienne visant à éliminer toute entité politique palestinienne et le cadre traditionnel à deux États devient de plus en plus clair : un organe palestinien autonome qui décharge Israël de ses responsabilités en tant que puissance occupante, maintient le contrôle interne palestinien, préserve l'ordre existant, mais ne détient aucune autorité politique réelle. C'est le nouveau consensus occidental *de facto* qui se dessine.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**

2025/10/21